

Madame Florence Parly,

ministre des Armées

53ème salon international de l'aéronautique et de l'espace

Le Bourget, le 17 juin 2019

- Seul le prononcé fait foi -

Mesdames et messieurs les élus,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Monsieur le délégué général pour l'armement,
Monsieur le chef d'état-major de l'armée de l'air,
Monsieur le chef d'état-major de la marine,
Mesdames et messieurs les présidents et directeurs généraux,
Mesdames et messieurs les officiers généraux,
Mesdames et messieurs,

L'été était maussade, capricieux et sans couleurs. Nombreux étaient ceux qui scrutaient le ciel à la recherche des éclaircies susceptibles d'être assez généreuses pour permettre des vols audacieux, parmi les premiers de notre histoire. Durant une de ces éclaircies, un Français courageux, s'élança. Louis Blériot, à bord de son aéroplane biplace Blériot XI réalisa la première traversée de la Manche. Nous sommes en 1909.

Cet exploit vaut au Blériot XI l'honneur d'être présenté à la première édition de l'Exposition internationale de la locomotion aérienne au Grand Palais à l'automne 1909, l'ancêtre du salon international de l'aéronautique et de l'espace.

110 ans plus tard – et alors que vous pouvez toujours admirer le Blériot XI, dont une version de 1913 se trouve à ma gauche – le salon du Bourget s'est imposé comme l'Agora de l'aéronautique. Tourné tant vers l'industrie civile que militaire, à la croisée de toutes les évolutions techniques et toutes les innovations, on se presse pour découvrir les technologies dernier cri, on expose avec fierté les équipements d'aujourd'hui et de demain de nos armées. Ce rendez-vous mondial est une véritable vitrine du savoir-faire français, l'occasion de démontrer toutes nos compétences à nos actuels et potentiels partenaires. Une occasion unique pour les Etats et pour les délégations de se rencontrer, d'échanger et d'esquisser de nouveaux partenariats.

Peut-être qu'au cours de vos déambulations ce matin, vous a-t-on, pour certains, proposé d'embarquer dans l'avion des métiers, à la conquête des opportunités professionnelles qu'offrent les airs. J'espère dans ce cas que vous vous dirigerez ensuite vers l'espace de recrutement du ministère des Armées ou le chalet de l'armée de l'air. Car c'est aussi cela le Bourget : présenter les carrières de l'industrie aéronautique, susciter des vocations et attirer la relève et les talents qui relèveront l'incroyable défi de concevoir et construire nos avions de demain.

Et cette relève, il nous la faudra au meilleur niveau, car l'industrie aérospatiale française est un atout majeur tant pour notre pays que pour l'Europe.

*

2018 fut une année absolument extraordinaire pour l'industrie aéronautique, spatiale, de défense et de sécurité. L'année de tous les records et je ne résisterai pas à vous livrer quelques chiffres emblématiques de ces succès.

195 000, c'est le nombre d'hommes et de femmes qui s'attachent chaque jour à façonner l'avenir de notre industrie aéronautique.

58, c'est le nombre de milliards d'euros de commandes passés à la filière aérospatiale, dont l'immense majorité à l'exportation.

Et enfin numéro 1. Terriblement attractif et compétitif, le secteur de l'industrie aérospatiale représente le premier solde excédentaire de la balance commerciale française avec 27 milliards d'euros en excédent. Lorsque certains mornes esprits se plaisent à dénigrer la France, je suis fière de dire haut et fort que j'ai devant moi une France qui gagne.

C'est également une très belle année pour les activités de défense, qui représentent aujourd'hui près d'un quart du chiffre d'affaires du secteur. Nous avons récemment dévoilé qu'en 2018, les prises de commande des industries de défense françaises se sont élevées à 9,1 milliards d'euros, un des meilleurs chiffres de ces vingt dernières années, dont 4,7 milliards d'euros pour l'aéronautique et l'espace. J'aurai l'occasion de revenir sur ce point.

Ces succès, nous devons les cultiver. Nous devons les répéter et les multiplier. Car au XXIème siècle, plus encore qu'au siècle dernier, le nerf de la guerre sera vraisemblablement notre conquête et notre maîtrise des airs et de l'espace. C'est un véritable enjeu de souveraineté qui se dessine là.

Protéger nos frontières, surveiller nos territoires ou projeter nos soldats en opération lorsque c'est nécessaire : rien de tout cela n'est possible sans une maîtrise complète de l'espace aérien. Comment pourrionsnous être indépendants et revendiquer pleinement notre souveraineté si nous dépendons de tiers pour sécuriser notre espace aérien ?

Les enjeux technologiques et industriels à venir pour conserver notre supériorité opérationnelle et notre autonomie stratégique sont majeurs et nous devons en prendre toute la mesure.

Il n'y a pas une minute à perdre.

C'est la raison pour laquelle la loi de programmation militaire adoptée en juillet 2018 consacre une remontée historique de notre effort de défense, avec 295 milliards d'euros sur la période 2019-2025, dont 173 milliards pour les équipements.

Dans ce cadre, nous avons en particulier décidé l'accélération et l'augmentation de cible du MRTT Phénix, composante essentielle de notre armée de l'air.

C'est également pour cela que nous avons lancé le standard F4 du Rafale, pour garantir au cours des prochaines décennies la supériorité de cet avion, qui montre chaque jour son excellence, depuis nos bases aériennes ou depuis le pont d'envol du Charles de Gaulle.

C'est aussi pourquoi j'ai récemment annoncé l'anticipation de deux ans des premières livraisons du programme Guépard. Le Guépard, c'est notre nouvel hélicoptère interarmées léger, une version militaire du H160 civil qui sera le premier hélicoptère en service commun aux trois armées. Un seul appareil qui en remplacera cinq actuellement en service, et désormais une seule formation pour tous. De quoi considérablement améliorer la disponibilité de notre flotte et la maîtrise des coûts de maintenance dans la durée.

Maîtriser l'espace aérien, c'est aussi s'emparer de toutes les informations disponibles, cartographier le ciel et repérer les différents dispositifs ennemis qui s'y dissimulent, en identifiant tous les réseaux de communication. Jusqu'à présent, ce sont deux C-160 Gabriel capables de recueillir des signaux sur les systèmes radar adverses qui ont rempli cette mission. Ceux qui volent encore aujourd'hui ont été d'un précieux appui à toutes nos opérations depuis la chute du mur de Berlin.

Et même si cela reste un souvenir proche pour beaucoup d'entre nous, nous fêterons bientôt les 30 ans de la chute du mur de Berlin. Il était donc temps de nous tourner vers l'avenir et de concevoir des avions de

renseignement nouvelle génération. Ainsi, la préparation du programme nommé « Capacité Universelle de Guerre Électronique » que j'ai décidée en février 2018 arrive dans sa phase finale.

D'ici la fin de l'année 2019 nous lancerons le développement et l'acquisition de trois Falcon 8X construits par Dassault Aviation équipés d'un nouveau capteur développé durant près de 10 ans par Thales. Ces avions viendront à partir de 2025, en remplacement des deux Transall C-160 Gabriel renforcer les capacités du renseignement d'origine électromagnétique et contribueront à l'effort particulier de « connaissance et anticipation » de l'environnement stratégique des Armées françaises.

Maîtriser l'espace aérien, ce n'est pas seulement s'emparer des airs, c'est aussi surveiller étroitement les mers. La commande des nouveaux avions de surveillance et d'intervention maritime de la Marine nationale, prévue pour 2020, est en cours de préparation et portera dans un premier temps sur 7 Falcon 2000 LXS développés et fabriqués par Dassault Aviation. Ce programme que j'ai le plaisir de baptiser aujourd'hui du nom d'ALBATROS doit renouveler les capacités aériennes de la Marine nationale nécessaires à la défense maritime du territoire et à l'action de l'État en mer.

Dans cette course au remplacement de nos équipements, nous avons une priorité : améliorer le quotidien de nos pilotes, leur offrir la meilleure formation sur les appareils les plus performants ; il en va de notre supériorité opérationnelle sur le terrain.

C'est ainsi que nous avons acquis une toute nouvelle génération d'avions d'entraînement, les **Pilatus PC21**, dont le système de simulation embarqué permet d'entrainer les futurs pilotes de combat comme s'ils étaient à bord d'un Rafale. **Ces avions, dont nous venons**

de prononcer la mise en service opérationnelle, ont réalisé avec succès leurs premiers vols de formation il y a seulement deux semaines.

Innover pour vaincre par les airs, c'est l'ambition que le ministère des Armées présente fièrement cette année au salon du Bourget. C'est l'ambition que nous portons au quotidien et c'est pourquoi nous avons considérablement accru nos efforts en Recherche & Développement, dont le budget s'élèvera à 1 milliard d'euros par an d'ici 2022. Renouveler nos composantes nucléaires, mettre au point notre système de combat aérien du futur, ce sont les défis que nous relèverons ensemble. La guerre a toujours été un lieu d'affrontement technologique, et les guerres de demain ne feront pas exception : nous devons donc être prêts.

Et nos efforts d'innovation portent d'ores et déjà leurs fruits. Dernier succès en date : le premier vol de qualification du drone SDT de Safran, a eu lieu pas plus tard que la semaine dernière. Les retours sont très positifs et encourageants pour la suite du programme.

Ces succès, nous les devons à toute la force de notre industrie aéronautique. Aux grands maître d'œuvre qui occupent le haut de l'affiche, bien sûr, mais pas seulement. Sans le talent de nos PME et de nos ETI, nous n'aurions pas de véritable filière aéronautique en France.

Ce sont elles qui portent l'innovation de la filière, ce sont elles qui nous prouvent que les grands desseins peuvent être à la portée de petits acteurs. C'est à leur intention que j'ai créé le plan Action PME qui doit, entre autres, équilibrer leurs relations avec les grands groupes.

Mais il fallait aller plus loin. Il fallait leur prouver tout le soutien de l'Etat à leur égard, mieux valoriser leur savoir-faire tant sur le territoire

national qu'à l'export. Dans cette perspective, j'ai souhaité la création d'un label « Utilisé par les Armées françaises » afin que nos entreprises puissent officiellement se prévaloir de l'utilisation de leurs produits par nos forces vis-à-vis de clients potentiels étrangers.

Nous savons que cette caution « France » et « combat proven » est un critère déterminant face à la concurrence. Et je suis heureuse de décerner dans quelques instants les deux premiers labels aux entreprises Lhériter et Télérad.

*

Pouvoir compter sur une filière française de l'aéronautique est un précieux atout et une nécessité pour pouvoir innover et vaincre. Mais cela ne suffit pas. La France ne peut pas se permettre d'être isolée. La France a besoin d'une Europe qui protège, tout comme l'Europe a besoin d'une France forte, capable d'épauler ses partenaires. Et la France ne sera forte que si elle unit ses forces à celles de ses partenaires.

Et ici, en ce salon international de l'aéronautique et de l'espace, je tiens à réaffirmer toute l'importance de la coopération dans le domaine de la Défense.

Cette coopération n'est pas nouvelle, elle doit se poursuivre et elle doit s'accélérer. Depuis deux ans, un temps si court à l'échelle de la construction européenne, de nombreux progrès ont été accomplis. Nous avons mis en place des outils pour dégager des priorités communes ou pour recenser les coopérations possibles. Et chose absolument inédite, les institutions européennes se sont mobilisées, de la commission européenne au Parlement européen, pour apporter un soutien financier aux projets communs en matière de défense développés entre pays de

l'Union Européenne. 13 milliards d'euros sont en passe d'être consacrés à notre innovation de défense.

Ne l'oublions pas, et je souhaite le rappeler ici, notre autonomie politique et opérationnelle repose d'abord sur une autonomie technologique et industrielle. Et cela veut dire développer une industrie européenne. Que les trois quarts des pays européens achètent américain, ce ne devrait plus être envisageable aujourd'hui.

Nous devons plus que jamais encourager et favoriser la constitution de grands groupes européens, basée sur les savoir-faire nationaux. Ces exemples, ce sont aujourd'hui ceux de MBDA dans l'industrie missilière, Ariane Group pour les lanceurs spatiaux, et bien évidemment Airbus. Je mentionne les plus connus, mais il y en a bien d'autres et je salue tous ces rapprochements transfrontaliers qui renforcent au quotidien notre base industrielle et technologique de défense à l'échelle européenne.

Récemment dans le domaine de l'aéronautique militaire, ce sont les programmes du Tigre et du NH90 pour les hélicoptères ou de l'A400M pour l'aviation de transport qui ont mis en exergue tout le bénéfice de notre coopération avec d'autres Etats européens : les quelques difficultés rencontrées ne doivent pas nous faire oublier que sans un effort commun, aucun de ces appareils d'une immense qualité n'aurait jamais vu le jour.

Chaque programme d'armement commun est une opportunité d'apprendre, d'échanger et de consolider les liens qui nous unissent. Et il nous faudra utiliser le retour d'expérience sur ces programmes pour

bâtir une organisation industrielle et étatique performante au niveau européen. Dans un monde de géants, de montée des tensions aux frontières de l'Europe, agir ensemble est non seulement la condition pour avoir une voix qui porte, mais aussi et surtout la garantie de notre sécurité. J'ai donc une conviction, celle de la nécessité renforcer notre approche concertée entre nations européennes.

Et les véritables piliers de cette défense européenne, ce sont la France et l'Allemagne. Le traité d'Aix-la-Chapelle signé en janvier dernier par la Chancelière et le Président de la République doit — non pas imposer l'allemand comme langue officielle en Alsace, tordre à nouveau le cou aux fausses informations ne fait jamais de mal mais — intensifier les coopérations entre nos forces armées, développer de nouveaux programmes de défense commun et stimuler la compétitivité de la base européenne industrielle et technologique de défense.

J'aimerais d'ailleurs dire quelques mots du projet d'Eurodrone qui me tient particulièrement à cœur car il symbolise toute l'autonomie stratégique que nous souhaitons acquérir, et dont nous avons un impérieux besoin pour nos opérations. Beaucoup a déjà été fait.

Mais - et les industriels le savent - je veux leur dire que ce programme ne pourra aller au bout que si le drone qu'ils proposent est compétitif. C'est une question non seulement pour les acheteurs déjà en lice, je veux parler de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie, mais également pour les futurs clients export. Nous avons devant nous une période de négociations intenses qui s'ouvre, et j'espère que nous serons en mesure d'annoncer conjointement de bonnes nouvelles d'ici la fin de l'année.

Parmi les projets ambitieux que nous avons lancés conjointement avec l'Allemagne et qu'on ne présente presque plus, le SCAF, le système de combat aérien du futur.

Ce projet prend désormais une dimension résolument européenne: l'Espagne a rejoint officiellement le programme ce matin, en signant l'arrangement cadre avec la France et l'Allemagne. Je remercie vivement l'Espagne, qui est un partenaire exemplaire pour la qualité du dialogue que nous avons instauré ensemble, et qui ne se limite pas aux coopérations industrielles.

Le projet de SCAF prend forme : le modèle de chasseur dévoilé ce matin en taille réelle est un premier résultat concret des études d'architecture conjointes associant Dassault et Airbus que nous avions démarrées en début d'année. Nous poursuivons sur cette voie : Dassault et Airbus nous ont transmis aujourd'hui une offre pour poursuivre les recherches et les développements de notre futur avion de combat, pour lequel j'attends un démonstrateur qui exécutera ses premiers vols dès 2026. Il y a aussi dans cette offre de nombreux travaux sur les drones accompagnateurs, sur la connectivité associée, et sur le moteur de notre prochain chasseur. Dassault, Airbus, MBDA, Safran, MTU, et beaucoup d'autres de nos industriels concourront au développement des briques technologiques essentielles à la réalisation du SCAF. Les négociations vont désormais pouvoir s'enclencher pour une finalisation de ce contrat très important que j'attends au deuxième semestre 2019.

Qu'il me soit permis de remonter deux ans en arrière : lorsque le président de la République annonçait le lancement de ce projet d'aviation de combat du futur avec l'Allemagne, combien de commentaires narquois n'avions-nous pas entendu ? Deux ans après, le résultat est là : 3 ministres européens signent un accord cadre qui va structurer les 50 années de ce programme ; Dassault et Airbus signent un accord industriel et remettent une offre : le chemin parcouru est considérable, en un temps absolument record.

C'est la preuve qu'avec de la volonté, de la constance, de la diplomatie aussi, de grandes choses peuvent être accomplies. Je

remercie l'ensemble des équipes étatiques et industrielles pour leur esprit de coopération.

Notre coopération avec l'Allemagne ne se limite pas à l'ambitieux SCAF, nous avançons également sur le projet de futur avion de patrouille maritime MAWS (Maritime Airbone Warfare System) qui doit renouveler les capacités de patrouille maritime armée des marines allemande et française à l'horizon post 2030. Pour la France, il viendra assurer la succession des Atlantique 2 et pour l'Allemagne, celle des P3 Orion.

Qui dit projets communs, dit naturellement besoins communs. Nous avons donc convenu avec l'Allemagne de confier aux industriels une étude d'une durée de deux ans qui doit identifier quels sont les besoins partagés par les armées françaises et allemandes, et proposer différentes architectures. Cette étude nous fournira également les éléments techniques et financiers nécessaires au choix de l'architecture qui déterminera les modalités de poursuite de notre coopération pour les phases de développement et de production.

Toutes ces perspectives qui se dessinent, tous ces projets qui fleurissent et l'enthousiasme des équipes impliquées me donnent une entière confiance en notre future capacité à maîtriser l'espace aérien.

*

Mais une fois n'est pas coutume, il nous faut être encore plus ambitieux. Nous le savons, le ciel est devenu un terrain de rivalité et de confrontation. Mais les menaces se sont également déplacées au plus près des étoiles. Penser aujourd'hui à l'espace exo-atmosphérique, ce n'est plus imaginer un monde lointain et obscur, c'est désormais une partie de la réalité de nos opérations. Et c'est une évidence, notre défense passe aussi par l'espace.

A l'aube des premiers lancement d'Ariane 6, nous devons, avec nos partenaires Européens préserver et renforcer un accès autonome à l'espace. Nous ne pouvons pas dépendre de tiers pour le développement de nos capacités spatiales.

L'utilisation autonome et non contestée de l'espace passe par une connaissance et un contrôle de ce qui s'y passe ; c'est autant un enjeu de protection des populations qu'une nécessité pour notre défense. Et là encore, pour acquérir pleinement notre autonomie stratégique, nous devons coopérer avec nos partenaires Européens. C'est ce que nous réalisons déjà, je pense notamment aux programmes Galileo et Copernicus, ou à MUSIS pour la coopération militaire pure.

MUSIS est un programme qui murît à grande vitesse. Après avoir lancé le premier satellite CSO en décembre dernier, nous nous apprêtons à finaliser les derniers essais en orbite pour une mise en service opérationnelle dès cet été.

L'Europe de la défense, c'est bénéficier de l'excellence de chaque pays. C'est pouvoir coordonner les savoir-faire de tout l'espace européen au profit d'une défense de meilleur niveau. Et c'est ce que nous faisons avec l'Italie, avec laquelle nous allons échanger des images optiques des satellites CSO contre des images radar des satellites CSG : c'est quand l'Europe partage intelligemment ses ressources qu'elle est forte.

Comme je vous le disais, nos opérations ne peuvent plus se passer de nos capacités spatiales qui contribuent de façon décisive à notre autonomie d'appréciation, de décision et d'action. Pour que nous gardions toujours l'avantage, pour que nos armées conservent leur supériorité sur le terrain, j'ai décidé de lancer deux nouveaux programmes spatiaux :

- Le programme Iris, qui comme son nom le suggère, succédera à CSO pour renouveler notre capacité d'observation optique.
- Et le programme Céleste, pour succéder à Cérès et renforcer nos capacités de renseignement d'origine électromagnétique.

Lancer des programmes, c'est nécessaire et c'est déjà considérable. Mais ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'une stratégie spatiale de défense. D'intenses travaux de réflexion menés à l'automne nous ont permis d'en tracer les grandes lignes, mais avant de vous en dire plus, je vous demanderai encore quelques semaines de patience.

*

Alors, je vous distrairai des plus hautes altitudes et des célestes sommets en vous parlant des succès de l'export et de notre industrie française à l'étranger.

En progression de près de 30 % par rapport à 2017, les prises de commandes françaises se sont élevées à plus de 9 milliards d'euros en 2018, le troisième meilleur chiffre de ces 20 dernières années, bien audelà de la moyenne de nos exportations se situant à 6 milliards d'euros environ. Et je suis fière de rappeler ici que la part de l'aéronautique et du spatial a représenté un peu plus de la moitié de ce montant et, le marché européen un quart.

Nos Rafale continuent de séduire au Moyen-Orient et en Inde. Plus de 20 avions sortis des chaînes de production de Mérignac seront livrés au

Qatar cette année, alors que cinq d'entre eux sont déjà à disposition des forces qatariennes. D'ici quelques semaines, la totalité des Rafale égyptiens aura été livrée. Et en ce qui concerne les Rafale indiens, la cérémonie de livraison du premier appareil est prévue fin septembre 2019. Ce choix illustre bien le crédit porté par nos partenaires à la qualité de nos matériels et de notre industrie de défense.

La vente de 96 appareils en trois ans à l'Egypte, au Qatar et à l'Inde restera parmi les plus emblématiques de nos récents succès à l'export. Elle est venue récompenser la qualité de nos technologies, celle de nos bureaux d'études, le savoir-faire de nos ingénieurs, de nos techniciens, et des salariés de l'ensemble de nos entreprises industrielles du secteur. Elle a permis d'assurer le maintien et le développement d'une filière de très haute technologie essentielle à la souveraineté de la France.

Je souhaite aussi saluer les résultats du secteur des hélicoptères, qui a représenté 20% des prises de commandes françaises en 2018, plaçant Airbus Helicopters en tête des entreprises exportatrices, grâce notamment aux contrats NH90 au Qatar et en Espagne.

L'année 2019 sera marquée par l'entrée en vigueur des contrats de vente de 9 H225M Caracal à l'Indonésie et surtout en Europe, avec par exemple 16 H225M à la Hongrie.

Depuis deux ans, l'Europe est une orientation que nous avons choisi de donner à notre politique d'exportation. Cette année et pour la première fois, un quart de nos exportations ont été à destination de nos partenaires européens contre seulement un dixième en moyenne les années précédentes. Ce chiffre traduit les efforts de construction de l'Europe de la défense que nous menons avec le Président de la République.

Et dans cette construction de l'Europe de la défense et d'une industrie européenne, l'Etat prend toute sa part. Nous avons établi pour la première fois un contrat de partenariat gouvernemental dans le cadre du projet de coopération terrestre avec la Belgique, le programme CAMO afin de l'accompagner dans toutes ses phases, aux côtés de nos clients.

Ces succès, ces projets nationaux et européens qui concourent à notre industrie de défense et tous nos trésors d'innovations, nous devrons les poursuivre. La force de nos armées repose sur chacun de ces piliers et ce 53ème salon du Bourget en est une illustration éclatante. Nous devrons particulièrement renforcer et multiplier nos coopérations, c'est d'ailleurs un des objectifs de la loi de programmation militaire 2019-2025. Car coopérer, c'est se saisir pleinement de sa souveraineté.

Avant de vous souhaiter à tous une très belle semaine de découverte aéronautique, je voudrais dire encore quelques mots de cet endroit incroyable dans lequel nous nous trouvons. Le musée de l'Air et de l'Espace, écrin d'une collection unique au monde en aérostation, aviation et spatial, fête cette année son centième anniversaire.

Nous avons le privilège d'occuper aujourd'hui la grande galerie, encore en rénovation et où vous apercevrez les répliques des avions qui ont marqué l'histoire. Les défis qui attendent le musée de l'Air et de l'Espace d'ici 2024 sont de taille et j'aurai le plaisir de signer dans quelques instants un nouveau contrat d'objectifs et de performances qui doit accompagner le musée dans la phase finale de sa mue.

Et lorsque je vois la passion de chacun et chacune à valoriser le passé de notre aviation militaire et les prouesses historiques de notre industrie aéronautique, j'ai une confiance inébranlable et complète dans l'avenir du musée.

Mesdames et messieurs, cette passion, elle est aussi visible sur les stands du salon du Bourget et j'en suis certaine nous avons toutes les cartes en main pour réussir.

Ce salon est au croisement de tous les grands enjeux pour nos équipements aéronautiques et nos capacités spatiales, pour notre industrie, pour notre défense et, j'en suis sûre, il sera une nouvelle fois pleinement à la hauteur des enjeux.

Vive la République!

Vive la France!